

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Arrêté du 13 avril 2017 rendant obligatoire la transmission de données par voie électronique à des fins de statistique publique

NOR : ECFO1701886A

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, notamment son article 3 *bis* ;

Vu le décret n° 2017-463 du 31 mars 2017 portant application de l'article 3 *bis* de la loi du 7 juin 1951 relative à l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique ;

Vu l'étude de faisabilité et d'opportunité transmise le 19 septembre 2016 ;

Vu le rapport de la procédure de concertation avec les personnes morales sollicitées ;

Vu l'avis du Conseil national de l'information statistique en date du 8 décembre 2016,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Les personnes morales dont un des établissements a une activité de commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire de plus de 400 m² transmettent par voie électronique à l'Institut national de la statistique et études économiques les données nécessaires à la réalisation de l'enquête statistique pour l'indice des prix à la consommation dans les conditions décrites dans les articles suivants.

Ces personnes morales peuvent transmettre ces données via un intermédiaire désigné par l'Insee.

Art. 2. – Les données décrites dans l'annexe sont transmises quotidiennement, de préférence le lendemain des ventes. Elles devront avoir été transmises dans un délai de deux jours pour au moins 90 % d'entre elles, dans un délai d'au plus un mois sinon.

Les données sont transmises sous forme cryptée, et via un mode de transmission du type ftpssl.

Art. 3. – Les données transmises par les personnes morales désignées à l'article 1^{er} sont stockées dans un espace électronique sécurisé qui sera créé sur le réseau électronique de l'Insee. Une décision du directeur général de l'Insee désignera les personnes habilitées à accéder à cet espace électronique.

Art. 4. – Les données transmises seront détruites au plus tard le 31 décembre de la troisième année suivante la collecte. Seules pourront être conservées, au-delà de cette date, des données agrégées de prix et de pondération ayant servi à la production de l'indice des prix à la consommation qui garantissent l'anonymat des personnes morales de droit privé ayant participé à l'enquête.

Art. 5. – Le directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 13 avril 2017.

MICHEL SAPIN

ANNEXE

LISTE DES VARIABLES CONCERNÉES

Les données mentionnées à l'article 1^{er} sont relatives à chaque article vendu au cours d'un jour donné dans chacun des points de vente des personnes morales désignées à ce même article. Il s'agit de :

- le numéro EAN (European Article Numbering ou « code barre ») permettant d'identifier l'article ;
- l'identifiant du point de vente ;
- la date des ventes ;
- au moins deux des trois variables parmi :
 - le nombre d'articles vendus au cours de la journée ;
 - le prix unitaire de l'article pour cette journée ;
 - le chiffre d'affaires généré par les ventes de l'article durant la journée ;

- le ou les libellés descriptifs de l'article ;
- le code de classement de l'article dans la nomenclature utilisée par l'enseigne.

Par ailleurs, devront être transmises, à un rythme au moins annuel et aussi souvent que nécessaire, les données suivantes permettant la lecture des données quotidiennes : dessin et format des fichiers sous dénomination normalisée, répertoire des points de vente concernés.